

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2023_176

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 16 juin 2023 par laquelle l'entreprise TLS, 58 rue Louis Blanc, 69006 LYON, sollicite l'autorisation d'occuper trois places de stationnement du domaine public au droit du 6-2 avenue du Collège 38160 Saint-Marcellin, les 26 et 27 juin 2023 afin d'effectuer un déménagement au bénéfice du Centre des finances publiques,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

VU le Règlement de voirie communale,

VU l'état des lieux,

CONSIDERANT que pour permettre l'exécution du déménagement faisant l'objet de la demande, d'assurer la sécurité du demandeur et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation : Le demandeur est autorisé à occuper :

- L'avenue du Collège le lundi 26 juin 2023, de 8h à 17h
- 2 places de stationnement au droit du n°18 place d'Armes le mardi 27 juin 2023, de 8h à 17h

afin d'effectuer un déménagement comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Restrictions de stationnement et de circulation : La circulation et le stationnement seront temporairement réglementés les 26 et 27 juin 2023 sur l'avenue du Collège.

- Le 26 juin 2023, l'avenue du Collège sera interdite à la circulation entre le boulevard du Champ de Mars et la rue de France afin de permettre le stationnement de trois camions au droit du 6-2 avenue du Collège. Une déviation sera mise en place par boulevard du Champ de Mars, rue Brenier de Montmorand, rue Lagrange et rue de France.
- Le 27 juin 2023, deux places de stationnement au droit du N°18 Place d'Armes seront réservées pour le demandeur afin qu'il puisse y stationner un camion.

Article 3 : Responsabilité : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter du déménagement. Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

Article 4 : Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du déménagement sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux de déménagement, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 5 : Validité et renouvellement de l'arrêté : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire, elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à l'indemnité. Elle est consentie uniquement pour ce qui concerne l'occupation de la dépendance du domaine public.

Article 6 : Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le demandeur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 7 : Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 16 juin 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Cheffe de Service des Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY

